

## **Association canadienne des professeures et professeurs d'université**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

La reprise économique mondiale demeure précaire et les prévisions de croissance stagnent en raison de la faible demande globale exacerbée par les mesures d'austérité du gouvernement. Alors que les taux d'intérêt créditeur gouvernementaux demeurent extrêmement faibles, des investissements clés dans les infrastructures et la santé, de même que dans l'éducation et la formation, fourniraient le stimulus dont on a grandement besoin et positionneraient avantageusement l'économie canadienne sur la voie de la croissance durable à long terme. L'obsession actuelle du gouvernement du Canada quant à la réduction du déficit par le biais de compressions dans les programmes est difficile à justifier. De nombreux risques significatifs à l'échelle nationale et internationale pèsent toujours sur les perspectives économiques; des réductions de dépenses supplémentaires risquent de faire stagner une reprise économique déjà fragile. Nous recommandons que le gouvernement renonce aux compressions non nécessaires annoncées dans le dernier budget, y compris les réductions de budget dans les domaines de la recherche en milieu universitaire et de la recherche scientifique gouvernementale. En valeur réelle (corrigée en fonction de l'inflation), les budgets de base des conseils subventionnaires ont subi un effritement constant au cours des cinq dernières années. La sous-capitalisation constante des conseils subventionnaires et la réorientation des ressources qui pourraient financer la recherche scientifique fondamentale demeurent une sérieuse préoccupation. Si on n'investit pas dans la recherche indépendante jugée par les pairs, le milieu de la recherche aura du mal à servir l'intérêt public par ses avancées sur le plan de la connaissance et de l'innovation. En somme, nous ne pouvons pas atteindre la prospérité par les compressions. En ce qui a trait au financement de notre système d'éducation postsecondaire, on admet de façon générale que les investissements dans les universités et les collèges sont essentiels à notre développement économique, social et culturel. Le gouvernement fédéral a de toute évidence la marge de manœuvre fiscale nécessaire pour investir davantage. Ceci est particulièrement urgent alors que plusieurs gouvernements provinciaux ont déjà annoncé leur intention de ralentir ou réduire leurs investissements. Le prochain budget devrait annoncer une augmentation des transferts de fonds vers les provinces afin d'aider celles-ci à satisfaire la demande d'inscription en hausse, attirer et conserver des professeurs, faire en sorte que l'éducation universitaire et collégiale soit plus abordable et construire des laboratoires, des bibliothèques et d'autres installations dotées des ressources suffisantes. Alors que le niveau de chômage chez les jeunes demeure élevé, une augmentation du financement de l'éducation postsecondaire permettra à plusieurs Canadiennes et Canadiens d'augmenter leurs compétences et de poursuivre leurs études.

## **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

Le gouvernement du Canada doit soutenir la reprise économique en investissant dans des programmes et des initiatives qui créent des emplois de qualité et jettent les bases d'un développement économique, social et culturel à long terme au Canada. À cet égard, les investissements les plus importants du gouvernement fédéral dans le prochain budget seront ceux qui touchent l'éducation postsecondaire et la recherche. L'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU) recommande que le gouvernement fédéral développe une stratégie pancanadienne pour stimuler la recherche scientifique et améliorer l'accessibilité et la qualité de l'éducation postsecondaire. Cette stratégie doit comprendre les éléments clés suivants : 1) une augmentation du financement de 500 millions de dollars pour la recherche fondamentale fournie par le CRSH, le CRSNG et l'IRSC, 2) l'établissement d'une loi canadienne sur l'éducation postsecondaire, sur le modèle de la *Loi canadienne sur la santé*, qui décrit les responsabilités et les attentes du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, établit des lignes directrices et des principes pancanadiens, et détermine une formule de financement stable et à long terme, 3) l'élargissement du Programme canadien de bourses aux étudiants afin d'offrir une aide accrue aux étudiants provenant de familles à revenu faible et moyen et toute l'assistance financière nécessaire à l'ensemble des étudiantes et des étudiants autochtones admissibles.

## **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

Les changements démographiques poseront peu de problèmes si le gouvernement du Canada se concentre sur des politiques qui créent des emplois décents et d'une grande qualité. Une telle approche assurerait une croissance plus qu'adéquate pour répondre à l'explosion démographique attendue. Toutefois, nos politiques fiscales d'austérité actuelles freinent la reprise de notre marché du travail. De plus, les changements apportés aux règles de l'assurance-emploi menacent d'exercer une pression à la baisse sur les salaires en forçant les prestataires à accepter du travail à un niveau de rémunération considérablement plus bas. Ces mesures fragilisent notre capacité à défrayer les coûts associés à une population vieillissante. Il faut impérativement inverser les tendances récentes et investir dans l'éducation et la formation si nous voulons créer des emplois décents et relever les défis éventuels.

## **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

Il est largement reconnu que les investissements dans la recherche scientifique indépendante et jugée par les pairs peuvent contribuer à stimuler la productivité. Malheureusement, les politiques du gouvernement n'ont jamais été adéquates. En valeur corrigée de l'inflation, les budgets de base des conseils subventionnaires ont subi un effritement constant au cours des cinq dernières années. Depuis 2007-2008, le financement du CRSH a diminué de 10 % en valeur réelle. Les fonds alloués au CRSNG ont

diminué de 1,2 %, alors que le soutien de base à l'IRSC a chuté de 4,1 %. Alors qu'il ne fournit pas un soutien adéquat à la recherche fondamentale dans ses derniers budgets, le gouvernement a ciblé de nouveaux investissements pour la recherche dirigée qui semblait prometteuse et porteuse d'une valeur commerciale immédiate. On a affaire à une vision étroite et peu clairvoyante du progrès scientifique qui ignore l'histoire de l'innovation. Le rayon X, le nylon, le Téflon, la technologie GPS, l'informatique, la supraconductivité et l'imagerie médicale ne sont que quelques exemples d'innovations qui sont des résultats non anticipés de la recherche fondamentale. L'ACPPU recommande que le gouvernement adopte les mesures suivantes dans son prochain budget : 1) augmenter de 500 millions de dollars le financement de la recherche fondamentale pour les trois agences de financement du Canada; 2) annuler les compressions imposées à la recherche scientifique gouvernementale; 3) s'assurer que les décisions au sujet des priorités, des projets, des programmes et des bourses d'études sont prises à la suite d'un processus d'examen par les pairs et par l'intermédiaire des agences de financement, et ce, pour garantir que les décisions sont prises sur la base du mérite par le milieu scientifique.

## **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Les jeunes Canadiennes et Canadiens font face à l'heure actuelle à de nombreux défis qui requièrent l'attention du gouvernement fédéral. Le niveau de chômage demeure élevé, alors que le coût de l'éducation postsecondaire et de la formation continue d'augmenter dans la plupart des provinces. Le leadership fédéral, notamment par une stratégie nationale emploi-jeunesse et des mesures pour réduire les coûts de l'éducation et de la formation, est primordial.